

## LES RÉSERVES DE CHANGE ONT BAISSÉ DE PLUS DE 34 MILLIARDS DE DOLLARS EN UNE ANNÉE

# L'Algérie compte ses sous

**Les réserves de change ont diminué de plus de 34,2 milliards de dollars entre juin 2014 et juin 2015, selon le gouverneur de la Banque d'Algérie. Mohamed Laksaci annonce que l'octroi du crédit à la consommation reprendra dès la mi-septembre. Les banques dont les liquidités se sont fortement contractées pourront se refinancer auprès de la Banque centrale dès octobre.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - La nouvelle centrale des risques de la Banque d'Algérie va entrer en production à la mi-septembre 2015. C'est ce que le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, a indiqué hier, en présence de dirigeants de banques et établissements financiers, à l'occasion de la présentation des tendances financières et monétaires au premier semestre 2015.

Une nouvelle centrale qui «aura une capacité suffisante et sera moderne, même comparativement à certains pays développés», observe Mohamed Laksaci. En fait, cette centrale constituera «un important outil d'aide» à la gestion des risques de crédits par les banques, assure le gouverneur. En outre, cette base de données «contribuera à la reprise effective des crédits aux ménages et donc, du crédit à la consommation», annonce le gouverneur de la Banque d'Algérie.

Ainsi, les banques pourront octroyer dès la fin du mois des crédits à la consommation pour l'acquisition de biens fabriqués ou assemblés localement. Ainsi, toutes les conditions sont dorénavant réunies pour la relance de ce crédit, même si la définition du taux d'intégration des biens éligibles reste à affiner.

### Recul des exportations d'hydrocarbures

Auparavant, Mohamed Laksaci avait formulé un diagnostic assez sombre sur la conjonction financière, monétaire et bancaire du pays, dans le contexte du choc externe (chute des cours du pétrole).

Il indiquera ainsi que le prix moyen du baril du pétrole est passé de 109,92 dollars au premier semestre 2014 à seulement 58,23 dollars le baril au premier semestre 2015, soit une baisse de 47,02%, malgré un léger rebond (plus de 7,61 dollars) entre le premier et le second trimestre.

En parallèle, les quantités d'hydrocarbures exportées ont baissé de 4,59% au cours du premier semestre 2015 comparativement à la même période de 2014, malgré une progression de 11,88% entre le premier et le deuxième trimestre.

En outre, le gouverneur notera que l'acuité de la chute des prix du pétrole s'est traduite par un niveau d'exportations d'hydrocarbures de seulement 18,10 milliards de dollars au premier semestre 2015, en baisse de 43,1% par rapport au 1er semestre 2014 (31,79 milliards de dollars).

Les exportations hors hydrocarbures (812 millions de dollars au premier semestre 2015 contre 648 millions de dollars au premier semestre 2014) demeurent cependant «structurellement faibles et en deçà du potentiel du pays en matière de diversification des exportations», ne manquera-t-il pas de constater.

### Les importations se sont réduites

Indiquant que les importations de biens se sont établies à 27,086 milliards de dollars au premier semestre 2015 contre 30,134 milliards au premier semestre 2014, soit un recul de 10,11%, Mohamed Laksaci constatera que cette baisse «a bénéficié, dans une certaine mesure, du bas niveau des prix des produits de base et des matières premières sur les marchés internationaux». Comme «la mise en œuvre récemment de mesures visant à contenir l'emballement des importations a commencé à contribuer à cette baisse des importations», note-t-il, évoquant l'intervention tant des pouvoirs publics que de la Banque d'Algérie. Ces mesures comprennent en effet «le resserrement des exigences en matière de normes et un dispositif légal d'encadrement des importations au moyen des licences d'importation», «le renforcement des exigences en matière de détermination de la surface financière de l'importateur pour les besoins de domiciliation bancaire, la réduction à deux reprises du ratio prudentiel des fonds propres des banques par rapport à leurs engagements au titre du commerce extérieur et l'intensification des contrôles des opérations du commerce extérieur directement au niveau des agences bancaires».

### D'importants déficits constatés

Toutefois, «le recul des importations de biens au cours du premier semestre 2015 n'a compensé que partiellement celui des exportations d'hydrocarbures», relève M. Laksaci qui observe que «l'acuité du choc externe, conjuguée au niveau élevé des importations, a fait que le solde de la balance commerciale passe d'un excédent de 2,31 milliards de dollars au cours du premier semestre de 2014 à un déficit de 8,18 milliards de dollars au cours du premier semestre 2015».

Au-delà d'un déficit de 13,17 milliards de dollars du compte courant de la balance des paiements, en raison de la chute des prix du pétrole et des quantités exportées et de l'important transfert de dividendes, l'on note que le solde global de la balance des paiements affiche un déficit de 14,39 milliards de dollars contre un déficit de 1,32 milliard de dollars au premier semestre 2014.

### Les réserves de change baissent à moins de 160 milliards de dollars

Par conséquent, le gouverneur de la Banque d'Algérie indiquera que les réserves officielles de change (hors or) se sont fortement contractées, s'établissant à 159,027 milliards de dollars à fin juin 2015 (178,938 milliards de dollars à fin décembre 2014) et



Mohamed Laksaci, gouverneur de la Banque d'Algérie.

193,269 milliards de dollars à fin juin 2014. En d'autres termes, les réserves de change ont subi en une année, entre juin 2014 et juin 2015, une érosion de 34,242 milliards de dollars, en raison de l'impact du choc externe sur la balance des paiements extérieurs depuis le quatrième trimestre 2014. Toutefois, Mohamed Laksaci observe que «le niveau des réserves de change reste adéquat pour faire face au choc externe en situation de très faible dette extérieure (3,353 milliards de dollars)».

### Le dinar déprécié de 22% par rapport au dollar

Concernant la parité du dinar, le gouverneur de la Banque d'Algérie constatera que l'acuité du choc externe de grande ampleur sur les fondamentaux a induit une dépréciation de 22% du cours moyen du dinar contre le dollar au premier semestre 2015 par rapport au même semestre de l'année passée. Le cours du dinar s'est, par contre, légèrement apprécié (0,60%) par rapport à l'euro, relève Mohamed Laksaci qui précise toutefois que «le taux de change effectif réel du dinar à fin 2015 reste apprécié par rapport à son niveau d'équilibre de moyen terme, en situation d'élargissement du différentiel d'inflation et de tension sur les marchés des changes».

Justifiant ainsi la situation de la monnaie nationale et l'intervention de la banque centrale, le gouverneur indique qu'«afin de prévenir toute appréciation du taux effectif réel dommageable pour la stabilité économique globale à moyen terme, la relative flexibilité du cours du dinar sur le marché interbancaire des changes permet d'absorber, en partie, l'effet de la chute des prix du pétrole».

### Érosion du Fonds de régulation des recettes

Abordant la situation des finances publiques qui subissent l'impact de la baisse des prix du pétrole, le gouverneur note que la capacité de financement du Trésor s'est contractée de 747,4 milliards de dinars au second semestre de 2014, passant de 5 235,6 milliards de dinars à fin juin 2014 à 4 488,2 milliards de dinars à fin décembre 2014. Ses ressources ayant été largement entamées pour couvrir le déficit global du Trésor, l'encours du Fonds de régulation des recettes (FRR) s'établissait à 4

408,5 milliards de dinars à fin décembre 2014 contre 5 155,9 milliards de dinars à fin juin 2014.

Or, la tendance au creusement du déficit global du Trésor et à l'érosion des ressources du FRR s'est accentuée au premier semestre 2015, en contexte de faiblesse des revenus de la fiscalité pétrolière liée à la faiblesse persistante des prix du pétrole et de dépenses budgétaires toujours élevées.

Les recettes de la fiscalité pétrolière ont atteint 1 254,9 milliards de dinars à fin juin 2015 contre 1 518,3 milliards de dinars au second semestre 2014 et 1 870,0 milliards de dinars au premier semestre 2014. Corrélativement, le solde global du Trésor s'est détérioré davantage pour atteindre un déficit de 902,8 milliards de dinars à fin mai 2015 contre un niveau de 463,0 milliards de dinars au premier semestre 2014.

En conséquence, les ressources du FRR ont chuté à 3 441,3 milliards de dinars à fin juin 2015. Au total, les ressources du FRR ont subi une érosion drastique de l'ordre de 1 714,6 milliards de dinars entre fin juin 2014 et fin juin 2015, soit une réduction de 33,3% en l'espace d'une année, après plusieurs mois d'efforts soutenus d'épargne budgétaire.

### Forte contraction des liquidités bancaires

D'autre part, Mohamed Laksaci fera état de la forte baisse des dépôts bancaires à vue dans les banques (-10,10%), avec -14,09% pour les hydrocarbures, a contrario d'une progression de 5,46% de la quasi-monnaie (dépôts à terme en dinars et dépôts en devises) et d'une progression de 5,27% de la

monnaie fiduciaire qui représente par ailleurs 28,2% de la masse monétaire. A ce propos, le gouverneur de la Banque d'Algérie estimera opportun pour les banques de savoir valoriser, drainer cette importante épargne financière des ménages. Et ce dans le contexte où les crédits à l'économie ont progressé de 8,70% au cours du premier semestre 2015 contre 11,72% durant le premier semestre 2014, tandis que la liquidité globale des banques s'est établie à 2104,96 milliards de dinars contre 2 730,88 milliards de dinars à fin décembre 2014, soit une forte contraction (-625,92 milliards de dinars).

### La Banque d'Algérie pourra refinancer les banques

En ce sens, Mohamed Laksaci notera qu'après une longue période d'excès de liquidité sur le marché monétaire, la Banque d'Algérie reprendra, à partir du mois prochain, le refinancement des banques, notamment via le réescompte. De fait, la Banque d'Algérie injectera des liquidités dans l'économie nationale, assure le gouverneur qui incite néanmoins les banques à ne pas encourager de facto l'érosion des réserves de change.

En effet, les banques sont invitées à avoir «dans leurs portefeuilles des effets de qualité éligibles au refinancement, notamment des effets privés acceptables au réescompte. Cependant, les liquidités qui en résulteront ne devraient pas constituer une source additionnelle d'érosion des réserves de change».

Prônant la nécessité de développer les instruments de surveillance prudentielle globale, Mohamed Laksaci indiquera qu'«afin d'évaluer leur degré de résistance à la contraction des ressources inhérentes au choc externe, la Banque d'Algérie effectuera en novembre et décembre 2015 des exercices de stress-tests des banques de la place, sur la base des résultats des audits financiers en cours».

### Hausse de l'inflation

D'autre part, le gouverneur de la Banque d'Algérie notera le retour à la hausse de l'inflation, après un processus de désinflation marqué entre février 2013 et août 2014. En effet, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est passé de 1,60% à septembre 2014, à 2,92% à décembre 2014 pour atteindre 4,97% à juin 2015.

C. B.

## Mise en œuvre de la conformité fiscale : pas encore d'engouement

La mise en œuvre de la conformité fiscale volontaire, avalisée par la loi de finances complémentaire pour 2015 et en vigueur depuis le 2 août dernier, ne suscite pas encore d'engouement.

Un faible nombre d'opérations de dépôts a été en effet enregistré par des banques depuis la mi-août. C'est ce que laissait entendre hier le président de l'Association des banques et établissements financiers (Abef), Boualem Djebbar, en marge de la réunion avec le gouverneur de la Banque d'Algérie. Certes, un laps de temps assez court mais qui pourrait augurer cependant de la tendance à venir. Cela même si Mohamed Laksaci estimera que les banques ont à jouer «un rôle-clé».

C. B.